

**L'IMMIGRATION ALGÉRIENNE
DANS LE NORD / PAS-DE-CALAIS**

1909-1962

© L'Harmattan, 1999
ISBN : 2-7384-7481-0

Jean-René Genty

**L'IMMIGRATION ALGÉRIENNE
DANS LE NORD / PAS-DE-CALAIS**

1909-1962

Préface d'André Diligent

L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique
75005 Paris - FRANCE

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) - CANADA H2Y 1K9

“Quelles sont-elles, en vérité, ces créatures qui se dissimulent, qui sont dissimulées par la vérité sociale sous les attributs de bicot, bougnoule, arabe, raton, sidi, mon z’ami?”

Frantz Fanon, “Le syndrome nord-africain”, *Esprit*, février 1952.

“Mais la proximité historique n’est pas toujours gage de clarté, bien au contraire. Surtout dans un cas comme celui-ci, où les témoignages des protagonistes sont violemment contradictoires, où certains autres, parmi les plus importants, font encore défaut, et où les historiens de tout bord ont une fâcheuse tendance à exagérer leur habituelle propension à nous donner des événements la version la plus apte à confirmer leurs investissements idéologiques”.

Jorge Semprun, “*L’Algarabie*”, Paris, Fayard, 1981.

PREFACE

Merci, Jean-René GENTY. Le travail que vous avez accompli était indispensable à tous ceux qui veulent connaître la réalité de l'immigration algérienne dans notre Région.

Vous avez évité de nombreux pièges: les amalgames trop faciles, les fausses simplifications, l'éclairage paternaliste, les clichés surannés.

Vous avez décrit sans démagogie, mais très lucidement, les conditions de vie dans lesquelles ont vécu et vivent encore de nombreux travailleurs algériens sur notre territoire, entassés dans des garnis, des taudis insalubres, logés par des marchands de sommeil - parfois d'ailleurs maghrébins eux-mêmes - . Vous avez rappelé leur apport économique, fréquemment ignoré ou sous-estimé.

Vous avez aussi décrit le climat de racisme, le mépris dans lequel étaient trop souvent tenus les "bics", les "frisés", les "bougnoles", les "ratons", les "sidis", les "norafs", etc, etc. Au pire le rejet, au mieux la simple compassion pour ces milliers de marginalisés, qui avaient choisi la dure épreuve de l'exil pour faire vivre une famille demeurée au pays.

Enfin, vous avez décortiqué avec une immense patience les problèmes politiques: d'un côté les rapports compliqués des mouvements nationalistes avec le parti communiste, d'autre part les luttes de ces mouvements, d'abord contre les forces policières puis entre eux.

J'ai personnellement vécu, dans ma ville de Roubaix et dans le Nord, les règlements de compte horribles entre les deux fractions du nationalisme algérien. Spectateur engagé, j'ai tenté en vain et pour une modeste part, d'oeuvrer pour trouver des solutions pacifiques, pour une réconciliation dans le respect de chacun.

Si parfois il m'arrive, en jetant un regard en arrière, de comptabiliser les erreurs de jugement que j'ai pu commettre dans ma vie publique, je crois ne pas m'être trompé quand j'intervenais auprès de l'Elysée: je plaçais alors pour que les négociations sur l'indépendance soient abordées non dans un dialogue avec une seule fraction, mais à l'occasion d'une table ronde. Je soutenais que si l'on ne traitait qu'avec un seul partenaire, on ouvrait la voie à un régime autoritaire, auquel serait condamnée la malheureuse Algérie pendant des décennies. J'ajouterai que, de la même façon, rejetant toute ségrégation entre Algériens, dès la signature des Accords d'Evian, j'ai multiplié les efforts pour sauver ceux qui avaient estimé devoir faire confiance à la France. Hélas, beaucoup d'entre eux ont payé cette confiance par la torture ou la vie.

Mais, en terminant, jetons cette fois un regard sur l'avenir. Les immigrés d'Algérie, installés depuis hier ou avant-hier dans notre Région, vont avoir un rôle positif à jouer. Je veux croire en effet que les relations entre la France et leur pays d'origine redeviendront cordiales et constructives. Ils pourront être un élément essentiel de ce rapprochement, de cette coopération et de la naissance d'une nouvelle amitié.

André DILIGENT
Sénateur
Maire Honoraire de Roubaix
Conseiller Municipal

INTRODUCTION

L'histoire des migrations de population et des communautés d'origine étrangère installées en France s'est constituée assez lentement en tant qu'objet scientifique. L'étude fondatrice demeure la thèse de Georges Mauco publiée en 1932. Longtemps ces questions sont demeurées du domaine réservé des démographes et des sociologues. Et puis, les historiens s'y sont intéressés à leur tour. A cet intérêt, on peut trouver plusieurs raisons. La volonté de connaître les mécanismes de "l'intégration à la française" à une époque où, paraît-il, ceux-ci seraient en train de se gripper à l'égard - curieusement - de groupes humains originaires du Sud alors qu'ils auraient admirablement fonctionné à l'égard des communautés originaires de l'Europe du Nord. Le souci également de clarifier, de préciser les choses à un moment de l'histoire où la question nationale reprend des proportions tragiques y compris au coeur même de l'Europe, ce continent qui essaie de se constituer en entité politique.

Quelques que soient les bonnes ou les mauvaises raisons qui y président, cet intérêt a donné lieu à des recherches multiples et riches sur la capacité de la société française à intégrer les étrangers, que l'on se réfère aux travaux de Gérard Noiriel ou à ceux réalisés sous la direction de Pierre Milza et d'Yves Lequin. Dans la grande tradition historique française, ces travaux de synthèse ou de réflexion voisinent avec les études monographiques concernant telle ou telle communauté. Ainsi, l'histoire des migrants allie-t-elle les approches globales et les études particulières.

Pour l'étude des communautés d'origine algérienne, il convient de tenir compte d'une spécificité forte. Entre l'Algérie et la France, il existe une

histoire commune très prégnante qui n'en finit pas de s'achever. Nouée sans doute bien avant 1830, elle ne se clôt pas en 1962. Une colonisation de peuplement construite en 130 ans d'une histoire compliquée et sanglante a contribué à façonner des liens d'une rare complexité psychologique. La guerre civile actuelle et l'implication française dans ce conflit en constituent peut-être le énième et ultime soubresaut. Cette complexification des rapports s'est traduite à compter du début du XX^{ème} siècle par l'arrivée en métropole de migrants algériens chassés de leur terroir par une crise économique effroyable et endémique. Peu à peu, des groupes se sont installés au sein de la société métropolitaine. L'un des aspects le plus paradoxal de ces migrations réside dans le fait qu'avec l'indépendance, les retours au pays n'ont pas été très importants mais que, bien au contraire, l'émigration a augmenté en puissance et a quelque peu changé de nature en prenant un aspect familial. Ces groupes humains, ces communautés ont donc leur propre histoire.

Cette histoire de l'immigration algérienne est relativement bien connue sur le plan général et ce, depuis déjà de nombreuses années. Dès les années trente, des travaux de sociologie ou de démographie avaient présenté le fonctionnement de ces groupes. Ainsi, Georges Mauco qui avait surtout étudié les communautés polonaises n'oubliait pas les Nord-Africains. Robert Montagne décrivait avec précision les rythmes et les coutumes organisant la vie quotidienne des groupes immigrés dans la région de Saint-Etienne. Il faudrait également mentionner le rapport du Conseiller d'Etat, Pierre Laroque, édité en 1937. C'est en 1952 qu'Andrée Michel soutint sa thèse sur les Algériens en France. Ce travail constituait une rupture radicale avec les travaux publiés jusqu'alors. L'auteur amassait une somme impressionnante de données qui conférait à son travail un caractère d'exhaustivité et l'angle de vue qu'elle adoptait rompait délibérément avec les approches paternalistes qui avaient cours jusque là. Surtout, cet ouvrage dressait une topographie précise de l'immigration algérienne à la veille d'une période cruciale, celle de la lutte pour l'indépendance.

A partir des années soixante-dix, la montée en puissance des luttes sociales auxquelles participèrent les migrants maghrébins - les "travailleurs arabes" - a incité un nombre important de chercheurs à s'intéresser à l'histoire de l'immigration algérienne et au rôle de cette dernière dans l'émergence d'un nationalisme révolutionnaire à orientation socialiste dont le régime du président Boumedienne apparaissait comme l'héritier plus ou moins direct. L'étude du mouvement nationaliste algérien et du rôle qu'il joua dans

l'immigration a donné naissance à de nombreux ouvrages qui mettaient cette dimension en exergue. L'accent mis sur la dimension politique de l'immigration culmine avec la publication de l'ouvrage de Benjamin Stora, "Ils venaient d'Algérie..."

Cette problématique constitue d'ailleurs une constante de l'Algérie moderne. On l'a vue resurgir depuis trois ans environ, corrélativement à la montée en puissance de la guerre civile algérienne dans les préoccupations de ceux qui font l'opinion publique en France. Médias et pouvoirs publics, sans toujours beaucoup de discernement et de culture, ont amalgamé des choses fort différentes pour illustrer une supposée attraction pour l'intégrisme de larges secteurs de la population immigrée. La caricature politique et la manipulation sont de nouveau à l'ordre du jour.

Si les historiographies française et algérienne - on oublie souvent cette dernière - sont riches en ce qui concerne l'histoire de l'immigration, elles demeurent souvent cantonnées à une approche générale. Ce sont plutôt les sociologues qui ont enrichi la connaissance régionale de ces phénomènes migratoires. Pourtant, depuis quelques années déjà, l'approche de ceux-ci en termes historiques progresse peu à peu comme en témoignent les efforts d'un organisme comme "Génériques" qui s'efforce de repérer les sources disponibles dans les services d'archives départementaux.

Pour une approche monographique, les deux départements qui constituent la région Nord/Pas-de-Calais offrent un terrain de choix. Elle fut l'une des premières à accueillir des immigrants d'Algérie venus travailler à partir de 1909 dans les mines du Pas-de-Calais. Cette présence revêtait un caractère quasi expérimental puisqu'elle était destinée à démontrer que des paysans kabyles pouvaient parfaitement s'adapter au travail industriel, à vrai dire aux emplois les moins qualifiés. Le député Octave Depont mena en 1914 une commission d'enquête dans les mines du Pas-de-Calais pour évaluer l'adaptation de ces ruraux déracinés à l'univers industriel.

La première guerre mondiale vit l'engagement massif en métropole de soldats et de travailleurs originaires d'Afrique du Nord. Cette période apparaît rétrospectivement comme l'occasion pour des milliers d'Algériens, d'entrer en contact avec un autre monde, plus ouvert, plus souple, la métropole. Gilbert Meynier parle à ce sujet sobrement de "l'école de la caserne et de l'usine".

L'immédiat après-guerre placé sous le signe de la reconstruction de l'économie, de l'ouverture au monde, du brassage des populations mais aussi de l'effrayante crise économique que connaît la colonie incite au départ en direction de la métropole. Cette progression notable, le contexte d'agitation sociale et politique que connaît la France, les secousses de l'activité économique créent les conditions du premier grand débat national autour de la présence en métropole d'une communauté algérienne importante désignée de plus en plus explicitement comme potentiellement dangereuse sur les plans, sanitaire, social, politique, voire sexuel.

Les immigrants algériens sont donc les premières victimes de la contraction du marché du travail engendrée par la crise économique. Dans la région, leur présence se réduit à un nombre symbolique, et seules quelques entreprises très spécifiques comme la Compagnie Royale Asturienne des Mines située dans le douaisis gardent des immigrants algériens de manière significative .

La défaite de 1940 suivie de l'Occupation puis le débarquement allié de 1942 en Afrique du Nord tarissent les flux entre la colonie et sa métropole. La défaite retentit fortement dans la conscience des colonisés.

1945 voit la reprise des échanges et les besoins de l'économie métropolitaine aidant, les arrivées se font massives. Mais le contexte mental s'est complètement modifié. Une autre dimension s'impose dans la problématique de l'immigration algérienne, celle du combat nationaliste. De fait, elle n'est pas nouvelle et remonte au milieu des années vingt avec la création de l'Etoile Nord-africaine. Au coeur de l'immigration, une organisation se met en place et forme des cadres, donnant ainsi un visage résolument moderne et populaire à la revendication nationale en s'inspirant fortement du modèle communiste. Au point que pendant très longtemps, de nombreux observateurs ne feront pas la distinction et affirmeront que les militants algériens sont manipulés par le mouvement communiste. C'est la thèse que défend Octave Depont dans son ouvrage sur les Berbères publié en 1928. Et cette thèse trouvera des défenseurs jusqu'en 1962. Si l'on voulait manier le paradoxe jusqu'au bout, on pourrait affirmer que ce qui se produisit fut justement l'inverse. Le nationalisme algérien constitue sans doute un remarquable cas de résistance à l'emprise communiste.

L'ampleur de cette prise de conscience résulte de nombreux éléments, mais il est probable que les événements du sétifois jouèrent un rôle important. Ils revêtent plusieurs significations. Révélant d'abord la grande perméabilité des masses paysannes et urbaines de l'est algérien aux mots d'ordre du mouvement national, ils montrent également que les antagonismes en s'exacerbant peuvent adopter une forme extrême de sauvagerie. Ils indiquent sans ambiguïté que les esprits ne sont guère préparés aux réformes pourtant nécessaires. Par la sauvagerie des affrontements et la férocité de la répression, mai 1945 constitue le premier acte de la guerre pour l'indépendance. A travers tout le pays, les jeunes seront marqués par ces événements et rejoindront en masse le PPA et ses organismes. Dans une société bloquée, sans perspective, des centaines de milliers de jeunes gens s'embarquent pour la France. Ils sont désormais très différents de leurs aînés venus au cours des années vingt car ils ne savent pas quand ils pourront revenir et surtout tous ont entendu parler du P.P.A., de l'indépendance (istiquial) et des événements de Sétif. Cette sensibilité à fleur de peau prépare l'explosion nationaliste qui se produit dans l'immigration au cours de la période 1949-1953.

1954-1962, les années de tragédie au cours desquelles l'Algérie arrache son indépendance, l'un des divorces coloniaux les plus longs et les plus mal gérés de l'histoire contemporaine, déploient leurs drames. Ce conflit opposa certes la métropole à sa colonie, mais également les Algériens entre eux. La guerre civile algérienne, on a tendance à l'ignorer, ensanglanta la communauté algérienne en France, notamment dans le Nord/Pas-de-Calais, opposant ceux qui demeuraient fidèles au père fondateur, Messali Hadj, et ceux qui s'étaient rebellés contre ses analyses et son style de direction. La dimension traumatique de cette période explique la place qu'elle occupe dans cette étude. L'auteur de ces lignes est intimement persuadé que nombre d'archétypes réglant/marquants les relations franco-algériennes actuelles ainsi que la position des communautés immigrées au sein de la société française ont été façonnés au cours de ces années de sang.

On l'a précédemment écrit, l'historiographie régionale demeure discrète sur l'histoire de ces groupes, notamment dans le Nord/Pas-de-Calais. La présence des immigrants algériens est rarement mentionnée comme facteur économique et social dans une perspective historique. Ils apparaissent comme les grands absents de la mémoire. A croire qu'ils ne sont jamais venus ou plutôt que leur présence est trop récente.

Pourtant, eux, que le langage s'ingénie depuis le début du siècle à désigner avec des noms infamants et dévalorisants, autrefois, "bicots", "sidis", "crouias", "noraf", "bounoules"- le y'a bon gnole des tranchées -, maintenant, les "gris" ou les "bronzés" sont présents dans notre histoire. A regarder de vieux documents photographiques, on les retrouve parfois, silhouettes floues parmi un groupe de mineurs en attente de descente, manifestants anonymes sur le carreau de mine ou ombres rasant les murs de la ville.

Dans ce domaine de l'histoire des immigrants, l'historiographie et la mémoire apparaissent particulièrement sélectives. Si, désormais, la présence historique polonaise est reconnue voire revendiquée, son oeuvre et son héritage affichés, le silence recouvre celle des Nord-Africains, contrastant avec la cacophonie assourdissante, fantasmatique concernant le présent. Derrière cette amnésie, il y a évidemment la manière dont la France de l'an 2000 vit la question de l'immigration et les capacités d'intégration de la société française.

Un discours admis nous énonce doctement que l'immigration polonaise représente un modèle d'intégration car ses membres, soyons caricatural et sommaire, européens, blancs, catholiques et travailleurs ont su s'adapter à la culture nationale et se fondre dans cette société régionale. A vérifier! L'explication paraît bien rapide et rétroactive. Il n'est que de se reporter à l'ouvrage fondateur de Georges Mauco qui consacre plusieurs chapitres à la vie quotidienne des Polonais à Ostricourt et à leurs rapports parfois difficiles et tumultueux avec les autorités françaises, l'église catholique et les syndicats pour nuancer cette vision idyllique.

Les maghrébins absents de l'histoire! Et parmi eux, absents parmi les absents, les Algériens. Officiellement effacés du paysage et des mémoires, dissous au sein d'une nébuleuse ignorée et méprisée, celle des "arabes". Des Algériens, quels Algériens? Ici, il n'y a que des Marocains, entend-on fréquemment dans le bassin minier comme si les arrivées les plus récentes estompaient et occultaient les précédentes.

Le présent ouvrage se veut un modeste instrument offrant des repères chronologiques, des indications de sources documentaires et des éléments d'analyse sur la situation régionale, en aucun cas, il ne s'agit d'une approche exhaustive.

CHAPITRE I

EVOLUTION DE L'IMMIGRATION ALGERIENNE JUSQU'EN 1939

Le mouvement migratoire commence vraisemblablement de manière significative avec le siècle. Les sources permettant de retracer ce processus sont rares, fragmentaires parfois contradictoires comme on le verra pour notre région.

I- L'AVANT GUERRE

Les circonstances de l'arrivée des premiers immigrants qui franchissent la Méditerranée sont désormais mieux connues. C'est à la fin du siècle dernier que des convoyeurs kabyles originaires notamment de Mekna, Port Gueydon et de Petite Kabylie accompagnent le bétail, bovins, chevaux et bourricots, expédié par la colonie en direction de la métropole. Cette immigration à forte dimension rurale donne naissance rapidement à d'autres formes d'activité. Ces pionniers recherchent de l'embauche pour une courte période, le temps d'organiser le voyage de retour. D'autres s'essaient au colportage qui apparaît comme le prélude à une activité commerçante plus établie, élargissant en quelque sorte le rayon d'action d'activités traditionnelles exercées jusque là à l'intérieur des pays du Maghreb. Ce premier mouvement migratoire s'inscrit dans des pratiques anciennes qui avaient cours dans l'ensemble du bassin méditerranéen et concerne essentiellement

l'agglomération marseillaise.

Il convient de souligner que des industriels de métropole ainsi que certains responsables algériens encouragent ces mouvements migratoires qui renvoient bien entendu à des flux financiers. Les industriels du textile en particulier s'intéressent aux débouchés offerts par le marché algérien. Cet aspect est abordé par Albin Rozet, député de la Haute Marne, spécialiste de la société algérienne, lors d'un débat en juin 1913 à l'Assemblée Nationale sur les pouvoirs de police des administrateurs des communes mixtes.

" Avec le texte du Gouvernement, un commis voyageur indigène, disséminateur de produits et par conséquent d'influence française, un colporteur kabyle au ballot plein d'étoffes des Vosges, de Rouen ou du Nord, un marchand de chevaux, un exportateur de moutons - ces derniers font parfois des chiffres très importants d'affaires-, avec ce texte, disons-nous, ces personnalités, presque toujours remuantes et amies du progrès, ferments précieux du levain économique, resteraient soumises à l'indigénat, tandis qu'un négociant sédentaire en serait exempté".¹

Assez rapidement, ce mouvement se transforme. Les Algériens sont plus nombreux à faire la traversée et ils remontent par étape en suivant la vallée du Rhône. C'est ainsi qu'en 1912, une enquête officielle demandée par le gouvernement général aux préfets estimait à 4000 ou 5000 le nombre des Algériens employés en France métropolitaine, mais les séjours restent de courte durée. Ils sont donc beaucoup plus nombreux à avoir circulé. Charles-Robert Ageron chiffre à 13000 les kabyles ayant répondu entre 1907 et 1913 à l'appel d'industriels français². Les Algériens résidaient principalement à Marseille, Paris et dans le bassin houiller du Pas-de-Calais.

Les résultats de l'enquête de 1912 permettent d'esquisser une géographie des migrants en métropole:

- 2000 dans la région marseillaise originaires de Kabylie employés dans les raffineries, les savonneries et sur les docks;
- 1500 travaillent à Paris à la compagnie des omnibus et sur les chantiers du métro;
- 1500 Algériens originaires essentiellement de l'Ouest Oranais

travaillent dans les mines de charbon du Pas-de-Calais³. La compagnie des mines d'Anzin en emploie 300⁴.

Dans la foulée de cette première enquête, une commission est constituée, composée de personnalités considérées comme des spécialistes de l'indigénat, à savoir Octave Depont, député, de Costigliole, sous-directeur de l'Office de l'Algérie et Aït Medhi, caïd des Beni Menguellet, commune mixte du Djurdjura.

L'opportunité de cette commission avait été fournie par l'interpellation d'un député des Ardennes, M. Doizy, qui mettait en cause la situation faite aux ouvriers kabyles employés dans les mines du Pas-de-Calais et notamment les conditions de logement et la non application de la loi de 1898 sur les accidents du travail⁵. Elle décidait d'élargir ses investigations à l'ensemble de la métropole.

Dans son rapport publié en 1914, la commission faisait le point sur les effectifs de migrants présents en métropole et confirmait les données issues de l'enquête précédente:

- 1500 kabyles dans les mines, dont 900 à Courrières⁶;
- quelques centaines à Paris;
- 2000 à Marseille.

En fait, ce fut à la suite de la catastrophe de 1906 qui coûta la vie à plus d'un millier de mineurs que la compagnie des mines de Courrières fit venir des ouvriers de Kabylie. Le bulletin de la Société de Géographie de Lille publiait en 1913 la note suivante extraite de "La Quinzaine coloniale":

" Un mouvement intéressant se produit parmi les indigènes algériens depuis quelques années. Ils viennent chercher du travail en France. L'émigration paraît avoir commencé à Marseille. Les ouvriers des huileries et des raffineries de cette ville s'étant mis en grève, les industriels eurent l'idée de demander à Alger si on ne pouvait s'y procurer de la main d'oeuvre. Il leur vint quelques centaines d'ouvriers indigènes. Une seconde émigration fut due à la catastrophe de Courrières. La mine, subitement privée du concours de 1100 ouvriers tués par un coup de grisou, fit venir à son tour quelques centaines de Kabyles pour combler ce vide⁷. Ces différents travaux fournissent des indications précieuses relatives aux conditions de vie des migrants venus

d'Algérie. L'enquête de 1912 avait conclu à une bonne insertion des travailleurs algériens en métropole en soulignant que le patronat considérait positivement le comportement au travail de cette main d'oeuvre. Les travaux de la commission Depont allaient plus avant dans le détail et nuançaient sensiblement les premiers résultats. Les Kabyles étaient surtout employés à des tâches de manoeuvre dans les mines, à l'accrochage, au roulage et surtout au remblayage. Ils bénéficiaient effectivement des institutions de secours mutuel et de l'assistance médicale mises en place par les compagnies. Le logement demeurait le point noir. Rares étaient les employeurs qui avaient investi dans l'hébergement. Déjà se mettaient en place des situations qui devaient perdurer pendant des années. Pourtant, la commission soulignait l'effort réalisé par certaines compagnies minières. A contrario, la situation des migrants vivant à Paris apparaissait plus misérable.

Pour les rapports avec la population autochtone, la commission Depont ne remettait pas vraiment en cause les indications de l'enquête de 1912. Excepté les rixes survenues à Lens entre Algériens et Belges, on ne signalait guère d'incidents significatifs. Simplement, on constatait une méfiance engendrée par des conditions d'hébergement plus que rudimentaires qui faisaient de ces migrants, une population clochardisée. En certains lieux, le rejet était plus marqué car les employeurs avaient recours aux migrants pour briser des mouvements de grève. Ce fut notamment le cas à Marseille où les entreprises de manutention n'hésitaient pas à utiliser les migrants à cette fin. Enfin, les postes de travail qui leur étaient réservés les cantonnaient en bas de l'échelle sociale.

Cette présence des migrants apparaît de manière fugace dans la presse locale, les rapports de gendarmerie et rétrospectivement à travers la première grande enquête exhaustive diligentée par le ministère de l'intérieur en juillet 1923. Les deux premières sources fournissent des allusions rares et ponctuelles relatives à des faits divers mettant en cause des migrants. Ainsi, dans son édition du 14 juillet 1910, le journal conservateur "L'écho douaisien" rapporte le récit d'une rixe au couteau qui a opposé dans un café de la rue des Wetz à Douai un colporteur algérien Rami Ben Ali Assi à un contremaître de l'usine de Dourges, Robert Rucart à propos d'une transaction obscure⁸. L'affaire reste exceptionnelle encore que dans l'esprit des autochtones, l'usage du couteau soit lié au comportement des migrants, mais il est plutôt présenté comme l'apanage des ouvriers italiens, polonais voire grecs⁹. En fait, les apaches "picards" occupent constamment la une, à coups de revolvers. La

délinquance mettant en cause des Algériens est quasiment inexistante comme en témoignent les statistiques des procédures engagées par la compagnie de gendarmerie de Béthune dont la compétence englobe les principales concentrations de mineurs algériens du département.

L'enquête de 1923 mentionne plusieurs cas de migrants arrivés pendant la guerre de 1914 dans la région. Ainsi, à Loison sous Lens réside Kenache Messaoud, originaire de M'Sila, ayant habité Lens entre 1906 et 1914, revenu à Loison en 1921 et marié à une métropolitaine.

Cependant, premier signe de la difficulté à cerner statistiquement la population d'origine algérienne sur lequel on reviendra ultérieurement, les publications récapitulatives de l'I.N.S.E.E. ne mentionnent que 56 Nord-Africains en 1911.

Un témoignage littéraire rappelle la présence de ces premiers ouvriers kabyles dans les mines du Nord. Dans un roman paru en 1952 intitulé "La terre et le sang", Mouloud Feraoun consacre quelques pages à la vie quotidienne des ouvriers kabyles dans le bassin minier avant la première guerre mondiale¹⁰.

II- LA PERIODE DU PREMIER CONFLIT MONDIAL

A l'ouverture des hostilités et devant l'effondrement du front nord, les Algériens installés dans la région vont subir des sorts variables évoqués dans le roman de Feraoun.

"Bientôt, les journaux annoncèrent l'envahissement de la Belgique, les gens s'affolèrent tout à fait et se ruèrent hors de chez eux, encombrant les gares et les routes... Amar n'eut pas le temps de retrouver son calme. Personne, parmi les gens d'Ighil-Nezman, ne songeait à lui. Il s'agissait pour chacun de se débrouiller. Plusieurs étaient déjà partis, sans avoir oublié de prendre leur "compte".

...Dès le début de septembre, les Allemands, qui avaient envahi la France, le trouvèrent à Douai. Il fut capturé avec quelques jeunes compatriotes et expédié en Allemagne comme prisonnier de guerre. Il connut plusieurs camps, le travail forcé et les coups"¹¹.

Octave Depont évoque également dans son ouvrage publié en 1928, le sort de ces migrants pris au piège. "Après la bataille de Charleroi, nombre

de mineurs kabyles étaient restés dans les pays envahis. Les autres avaient reflué sur Paris...

Cependant, parmi nos mineurs kabyles, d'aucuns avaient vu l'incendie de Louvain; d'autres, terrorisés, se souvenaient de la fermeture par l'ennemi des mines où ils travaillaient. Des rescapés disaient les atrocités commises par les Allemands en Belgique et dans le Nord de la France..."¹².

Les Algériens sont évacués pour partie des zones envahies mais compte tenu de leur statut juridique - sujets et non citoyens - ils ne peuvent être incorporés dans les forces armées. Les pouvoirs publics les rassemblent dans des campements au bois de Boulogne avant de les renvoyer en Algérie.

La première guerre mondiale constitue une étape déterminante. La France est le seul pays européen qui va recourir massivement aux populations des colonies pour participer directement à l'effort de guerre. Cette démarche se traduit par l'engagement de troupes coloniales. Des généraux théorisent cet emploi comme Mangin pour les Sénégalais - "la force noire" - ou plus tard Azan pour l'Armée d'Afrique. Mais les Nord-Africains ne sont pas laissés sur le côté malgré une insoumission massive en Algérie pendant les deux premières années de guerre¹³. Les cadres militaires de l'Armée d'Afrique redressent la situation en utilisant les structures traditionnelles et en intégrant les traditions religieuses notamment, respect du culte et des prescriptions du Coran en matière de comportement. Les désertions et l'engagement dans les troupes de "Hadj Guillaume" demeurent peu nombreuses et le cas du lieutenant El Hadj Abdellah Kabouya reste quasi unique¹⁴. De nombreux jeunes Algériens vont connaître la métropole et d'une certaine manière, l'itinéraire personnel du père du nationalisme algérien apparaît fortement emblématique. Incorporé dans l'armée française en 1918, Messali effectua ses classes à Bordeaux dans les services de l'intendance¹⁵. Un grand nombre d'Algériens seront mobilisés pour des tâches auxiliaires à l'arrière notamment à partir de 1916. Sur 132 321 Nord-Africains introduits en France par le Service des travailleurs coloniaux, on compte 78 566 Algériens.

En janvier 1917, le département du Nord aurait compté entre 200 et 500 travailleurs coloniaux et celui du Pas-de-Calais, moins de 100.

Gilbert Meynier a établi un bilan complet de la participation des Algériens à l'effort de guerre qui aboutit aux données suivantes:

- 86 519 engagés;
- 82571 appelés;

- 80 000 travailleurs coloniaux;
- 20 000 ouvriers "libres".

Au total, la présence en métropole algérienne atteindrait en 1918 300 000 hommes d'âge actif, soit un tiers de la force de travail masculine d'Algérie¹⁶.

Les formes d'organisation qu'emprunte l'arrivée des travailleurs coloniaux en France préfigurent celles qui présideront à la vie de l'immigration au cours de l'après-guerre: casernement de jeunes hommes célibataires encadrés quasi militairement par des services spécialisés. Mais les conditions de vie sont dans bien des cas épouvantables. Dans sa thèse, Gilbert Meynier a décrit la dure situation des travailleurs coloniaux qui se dégrade tout au long du conflit. La nourriture demeure largement insuffisante et les conditions d'hébergement sont souvent sordides.

On retrouve une constante qui perdura bien au-delà de la guerre et devint presque archétypale. Ces jeunes gens - certains n'ont qu'une quinzaine d'années - mal nourris, transplantés brutalement de leur douar vers la métropole, vêtus de guenilles, développent des pathologies qui deviennent pour les bons esprits, la pathologie du migrant, bronchite, broncho-pneumonie et tuberculose.

Cette jeunesse et ce délabrement précoce et rapide font que les travailleurs ne fournissent pas le rendement escompté. Les pouvoirs publics s'en étonnent car les Kabyles embauchés dans les mines du Nord et de la Belgique n'avaient pas laissé de mauvais souvenirs à leurs employeurs.

III- L'APRES GUERRE

A l'issue du conflit, les liens ont été noués. Beaucoup de ceux qui se trouvaient mobilisés tentent de demeurer en métropole. Même ceux qui sont repartis s'efforcent de revenir, confrontés durement à la crise économique structurelle qui secoue l'Algérie. Ainsi, Messali Hadj repart de Tlemcen vers la France en 1923. Ils sont des milliers à tenter l'aventure de l'immigration pour trouver le travail qui permet de faire vivre la famille demeurée au pays. Ces venues successives apparaissent comme une transition entre les comportements des premiers immigrants qui restent très attachés au monde

rural et ceux de leurs successeurs après la seconde guerre mondiale.

Car la métropole recherche la force de travail pour faire face à la baisse démographique révélée brutalement par la saignée de la guerre et pour reconstruire les infrastructures détruites dans les régions du Front au sein desquelles le Nord/Pas-de-Calais occupe une place de premier plan.

Les industries font appel massivement à la main d'oeuvre étrangère notamment polonaise dans la région, et ce, dès 1921. Mais ceux qu'on appelle les Nord-Africains ne sont pas oubliés dans le dispositif.

C'est donc entre 1920 et 1925 que se produit le premier grand flux puisqu'on estime à 100 000 environ les Algériens résidant en France.

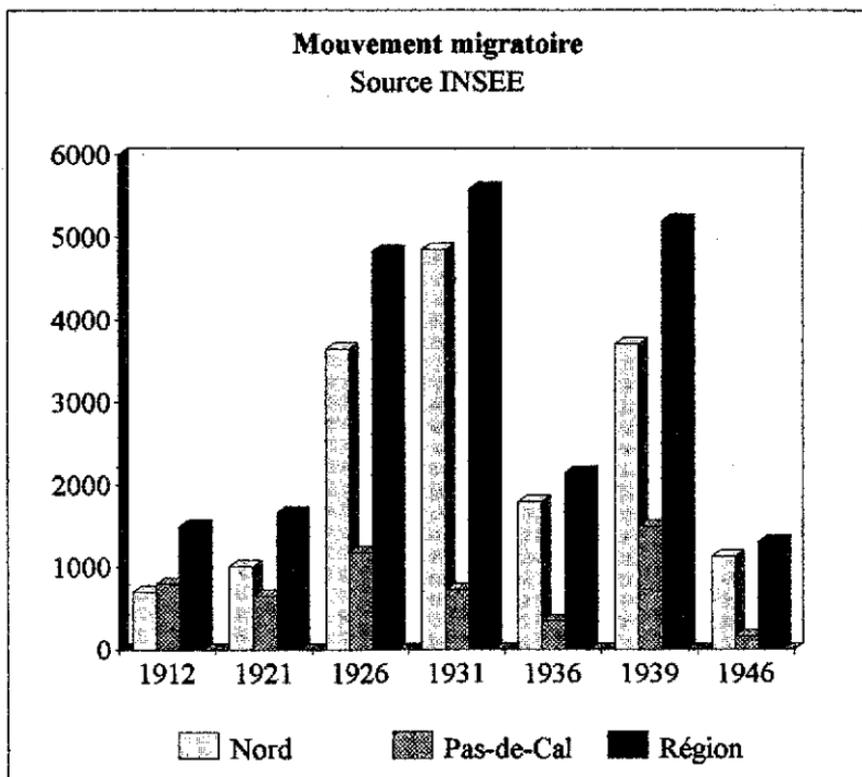
A ce moment, sous la pression conjuguée des milieux coloniaux qui se plaignent de l'hémorragie de travailleurs indigènes attirés par les conditions de vie et de travail et de l'opinion métropolitaine qui considère les immigrés comme une catégorie sociale dangereuse, le Gouvernement met en place un fort contrôle des flux migratoires. Il avait tenté de le faire dès août 1924 par voie de circulaires, mais celles-ci avaient été annulées par le Conseil d'Etat. Le décret loi du 4 août 1926 établissait un contrôle bureaucratique strict où l'on retrouve les obsessions traditionnelles:

- le contrôle judiciaire;
- le contrôle sanitaire;
- le contrôle des revenus.

Ces mesures restrictives entraînent bien évidemment une décrue des arrivées. En 1930, l'arrivée de la crise économique freine encore plus brutalement les flux. En 1936, on compte 32000 Algériens.

Le décret du 17 juillet 1936 allège le dispositif et rétablit en quelque sorte la libre circulation des hommes sous la pression de la vague nationaliste en Algérie et de l'attitude des forces politiques qui soutiennent le nouveau Gouvernement. Cette mesure provoque l'arrivée de plusieurs milliers d'Algériens que l'économie française ne peut absorber (27200 départs en 1936, 46562 en 1937). Dès la fin de 1936, le dispositif se referme par le rétablissement du cautionnement et du contrôle sanitaire. Bien évidemment, cette évolution transparaît dans les données régionales.

Mouvement migratoire
Source INSEE



Les effectifs qui augmentent régulièrement jusqu'en 1931 décroissent brutalement à partir de cette date. La raison en est simple. la récession économique née aux Etats Unis en 1929 manifeste ses effets avec un certain décalage chronologique en Europe et en France notamment. Il y a donc une corrélation très étroite entre le recours à la main d'oeuvre algérienne et l'état du marché du travail. Ce lien très rigide s'explique en partie par les modes de recrutement. Les entreprises utilisent largement les réseaux familiaux et villageois et l'extrême mobilité de cette main d'oeuvre permet de "dégraisser" et de tarir assez rapidement le recrutement.

Par ailleurs, ces indications contrastent singulièrement avec celles présentées par Philippe Aziz dans son ouvrage sur la ville de Roubaix¹⁷. Les nombres avancés, même en tenant compte des clandestins ne recourent

absolument pas ceux établis par les services de l'Intérieur. Philippe Aziz indique les données suivantes pour Roubaix: 4500 en 1921, 8000 en 1922, 12900 en 1923, 16200 en 1930, 4200 en 1936. Indiquons simplement qu'Andrée Michel fournit le nombre de 3850 Algériens pour les deux départements sur un total de 73000 travailleurs installés en métropole¹⁸

A la veille du second conflit mondial, la présence algérienne est redevenue très faible dans la région. On trouve quelques ouvriers essentiellement employés par les Houillères, la Compagnie Royale Asturienne des Mines et l'industrie textile.

1 Journal Officiel, débats de l'Assemblée Nationale, 2ème séance du 17 juin 1913, p 2001.

2 Ageron Charles-Robert, *"Les Musulmans algériens et la France (1871-1919)"*, Paris PUF 1968, p 216.

3 Ces données sont citées par Jean-Jacques Rager, *"Les musulmans algériens en France"*, Paris, Belles Lettres, 1950, et reprises par Ali Salah, *"La communauté algérienne dans le département du Nord"*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1973, 214 p..

4 Eloy Jacques, *"L'action sociale pour les Nord-Africains dans le Valenciennois, pratiques et discours"*, thèse de IIIème cycle en sociologie sous la direction de Raymond Henri et Lahalle Dominique, Université de Paris X, 1977, 336 p..

5 Depont Octave, *"L'Algérie du centenaire, l'oeuvre française de libération, de conquête morale et d'évolution sociale des indigènes"*, Librairie Sirey, 1928, et notamment le chapitre VIII intitulé " La main d'oeuvre avant, pendant et après la guerre".

6 Les conclusions de la commission d'enquête dirigée par Octave Depont furent publiées sous le titre *"Les Kabyles en France"*, Beaugency, 1914.

7 Bulletin de la Société de Géographie de Lille, 2ème semestre 1913, 34 ème année, tome 60.

- 8 "L'Echo Douaisien", 14 juillet 1910.
- 9 "L'Echo Douaisien", 28 février 1912, La noce sanglante d'Anhiers; 26 avril 1912, : Coups de couteau à Guesmain.
- 10 Feraoun Mouloud, "*La terre et le sang*", Paris, Le Seuil, 1953, réédité en 1994, 254 p. L'auteur, instituteur formé à l'école normale de Bouzaréah, a été l'un des grands écrivains algériens de langue française. Très critique à l'égard de toute forme de violence, il a été assassiné en 1962 par l'O.A.S..
- 11 Feraoun Mouloud, "*La terre et le sang*", op. cité pp 66, 67 et 68.
- 12 Depont Octave, "*L'Algérie du centenaire*", op. cité p128.
- 13 Ageron Charles Robert, "*Les musulmans algériens et la France*", op. cité.
- 14 Lieutenant indigène, Kabouya déserte en expliquant par lettre qu'il ne peut faire la guerre contre le Sultan de Constantine, chef de l'Islam. Il publie en 1915 *L'Islam dans l'armée français*.
- 15 Stora Benjamin, "*Messali Hadj*", 1898-1974, Paris, Le Sycomore, 1982, 299 p..
- 16 Meynier Gilbert, "*L'Algérie révélée. La guerre de 1914-1918 et le premier quart du XXème siècle*", Genève, Droz, 1981.
- 17 Aziz Philippe, "*Le paradoxe de Roubaix*", Paris, Plon, 1996, 312 p; p.37. L'ouvrage esquisse en quelques pages un historique de l'immigration algérienne dans cette ville du Nord.
- 18 Michel Andrée, "*Les Algériens en France*", Paris, CNRS, 1956, 238 p.; p 16.

CHAPITRE II

LA VIE QUOTIDIENNE DANS L'IMMIGRATION

Dès 1910, les communes du Bassin Minier ont accueilli des immigrants algériens en nombre significatif. Leur étude permet d'appréhender un peu plus précisément les mécanismes de cette période qu'Abdelmalek Sayad a caractérisée comme le premier âge de l'immigration.

Les données statistiques dont on peut disposer sont assez nombreuses et variées et surtout constituent des séries relativement continues entre 1923 et 1939. On dispose notamment d'enquêtes spécifiques diligentées par le ministère de l'Intérieur visant à compter mais aussi à repérer et à contrôler. De ce point de vue, dès l'origine, le recensement des Algériens en métropole, d'origine autochtone ou européenne, s'est fait sous le signe du contrôle administratif et policier des flux migratoires. En 1923, ce sont les commissaires de police qui sont chargés de recueillir ces informations dans les agglomérations importantes.

Outre ces enquêtes particulièrement exhaustives, les registres des recensements conservés dans les services d'archives municipales livrent des indications précieuses relatives aux situations personnelles des individus, adresse, date et lieu de naissance, nom et adresse de l'employeur et situation matrimoniale. Ces données permettent d'esquisser les parcours biographiques des premiers immigrants.

I- LOCALISATION DES MIGRANTS

L'enquête exhaustive de l'été 1923 permet de recenser les principales zones d'implantation des migrants.

I-A- LE NORD

L'enquête recense 4223 Nord-Africains, essentiellement originaires d'Algérie. L'étude menée sur 488 noms, soit 11,55% de l'effectif permet de tracer la carte des principaux regroupements.

Communes	Pourcentage de l'échantillon
Douai	3,07%
Valenciennes	18,85%
Maubeuge	5,73%
Hautmont	8,60%
Aulnoye	3,48%

Il s'agit des principales concentrations. Le reste de l'échantillon se répartit dans quarante-huit communes du département avec une nette prédominance des communes minières. Il convient de souligner que la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing ne constitue pas une zone de forte immigration. Les informations livrées par les enquêtes infirment totalement les affirmations de Philippe Aziz dans son ouvrage, "Le paradoxe de Roubaix".

I-B- LE PAS DE CALAIS

L'enquête de 1923 recense environ 1300 Nord-Africains. Les concentrations les plus importantes se trouvent dans le pays de Lens. Rien d'étonnant à cela, l'immigration d'après-guerre se situe dans la droite ligne de celle d'avant 1914 et résulte évidemment de la politique de recrutement des compagnies minières confrontées à une grave pénurie de main-d'oeuvre. Celles-ci mettent en oeuvre une politique massive de recours à l'immigration de travailleurs déjà formés avec notamment les Polonais de Silésie.

Communes	Pourcentages
Sallaumines	27,38%
Fouquières	22,98%
Billy Montigny	13,94%
Lens	4,48%
Liévin	4,40%
Divion	4,32%

Le reste des migrants algériens se répartit essentiellement entre les communes du bassin minier.

II- ELEMENTS DEMOGRAPHIQUES

II-A- EVOLUTION DES EFFECTIFS: LE CAS DU DOUAISIS

Les données chiffrées globales ont été présentées dans le chapitre précédent. L'augmentation des effectifs est sensible entre 1921 et 1931 puis ceux-ci décroissent brutalement sous les effets de la crise économique.

Cependant, on peut parfois noter des évolutions légèrement différentes au niveau local. Dorignies, quartier ouvrier en marge de la cité bourgeoise et la commune limítrophe de Flers en Escrebieux constituent l'échantillon à partir duquel l'étude a pu être menée. Il faudrait bien entendu y rattacher Auby, commune sur le territoire de laquelle se trouvent les implantations industrielles de la Compagnie Royale Asturienne des Mines pour avoir une vue complète de la situation dans le douaisis. Aucun Algérien n'est repéré à travers le recensement de 1921. On trouve seulement quelques Marocains, originaires essentiellement du Souss, territoire du sud marocain qui fournira pendant longtemps la majeure partie des migrants originaires de ce pays. Par contre, en 1926, le recensement révèle une communauté algérienne assez importante (37 à Dorignies; 81 à Flers), plus importante en tout cas que le groupe marocain. Cette présence va diminuer de manière constante à travers les recensements suivants (Dorignies:

29 en 1931, 16 en 1936; Flers: 56 en 1931, 26 en 1936).

Dorignies	1921	1926	1931	1936
Algériens (inclus)	0	37	29	16
Nord Africains	8	72	53	30

Flers Escrebieux	1921	1926	1931	1936
Algériens (inclus)	0	81	56	26
Nord Africains	8	123	85	40

Cette évolution locale suit celle enregistrée au niveau de la métropole et du département.

II-B- L'ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES IMMIGRANTS: LE MYTHE KABYLE

L'origine géographique des immigrants algériens a fait l'objet de nombreuses études notamment au premier temps de l'immigration. On rappellera le travail pionnier en ce domaine réalisé par Louis Massignon en 1925 pour la région parisienne¹. Historiquement, ce furent les Kabyles qui franchirent les premiers la Méditerranée. Les travaux des historiens et des ethnologues ont montré comment cette immigration est intimement liée aux rythmes d'une économie agraire alors en grande difficulté et combien elle s'inscrit dans une tradition commune à l'ensemble du bassin méditerranéen.

En 1953, Robert Montagne résumait cette analyse dans les termes suivants: